

DÉCISION 107 / 2024

RELATIF A LA SIGNATURE D'UNE CONVENTION PORTANT MISE A DISPOSITION D'UNE EMPRISE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL AU PROFIT DE METZ METROPOLE SUR LA COMMUNE DE LA MAXE

Nous soussigné, Pierre FACHOT, Conseiller Délégué en charge de la Gestion Foncière de Metz Métropole,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la délibération en date du 15 juillet 2020 par laquelle le Conseil Métropolitain a donné délégation à son Président,

VU l'arrêté de Monsieur le Président en date du 17 mai 2021 par lequel Monsieur Pierre FACHOT, Conseiller Délégué « Gestion Foncière », a reçu délégation, dans la limite de ses fonctions, pour « conclure toute convention de location ou de mise à disposition de biens »,

VU la délibération en date du 29 février 2024 par laquelle la Commune de La Maxe autorise Monsieur le Maire à signer la convention portant mise à disposition d'une emprise du domaine public à extraire de la parcelle cadastrée section 2 n°311, au bénéfice de Metz Métropole,

CONSIDERANT la nécessité pour Metz Métropole de disposer de l'emprise foncière précitée en vue de l'aménagement de deux places de stationnement et ce, à des fins d'harmonisation avec la gestion du domaine public routier métropolitain,

DÉCIDONS :

- D'accepter les termes de la convention ci-annexée établie entre la commune de La Maxe et Metz Métropole aux conditions suivantes :
 - désignation du bien concerné : emprise foncière d'environ 40 m² à extraire de la parcelle cadastrée section 2 n°311 à La Maxe (47a 48ca)
 - destination : aménagement de deux places de stationnement pour l'accueil de véhicules électriques
 - redevance : mise à disposition à titre gratuit
 - durée : convention établie pour une période de 15 ans à compter de sa date de signature
- De signer la convention de mise à disposition précitée et ses annexes.
- D'autoriser la signature des avenants à cette convention devant éventuellement intervenir.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

057-200039865-20240404-Decis107-2024-AU

Accusé certifié exécutoire

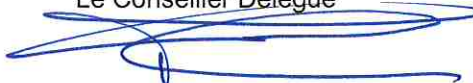
Réception par le préfet : 04/04/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à Metz, le 04 AVR. 2024

Pour le Président et par délégation
Le Conseiller Délégué



Pierre FACHOT
Maire de Jussy



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

La Commune de La Maxe, 96 rue Principale à LA MAXE (57140),

Représentée par Monsieur Bertrand DUVAL, en sa qualité de Maire, dûment habilité à signer en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 29.02.2024

Ci-après désignée par le terme « la Commune »,

D'une part

ET

METZ METROPOLE, Etablissement Public de Coopération Intercommunale,

Maison de la Métropole, 1 Place du Parlement de Metz, CS 30353, 57011 Metz Cedex 1

Représentée par Monsieur Pierre FACHOT, Conseiller Délégué, en vertu d'un arrêté de délégation en date du 17 mai 2021 et de la décision n° 107 / 2024 en date du 04 AVR. 2024

Ci-après dénommée "Le Preneur" ou " l'Eurométropole de Metz "

D'autre part,

La Commune de La Maxe et l'Eurométropole de Metz sont dénommées ci-après « Les Parties ».

PREAMBULE

A des fins d'harmonisation avec la gestion du stationnement sur le domaine public métropolitain, la commune de La Maxe propose de mettre à disposition de l'Eurométropole de Metz une emprise foncière relevant de son domaine public afin que la métropole puisse y aménager deux places de stationnement réservées à l'accueil de véhicules électriques.

Ainsi, la présente convention vient définir les modalités de cette mise à disposition au profit de l'Eurométropole de Metz.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition à titre précaire et révocable au bénéfice de l'Eurométropole de Metz, d'une emprise foncière située sur le ban communal de La Maxe destinée à l'aménagement de deux places de stationnement pour l'accueil de véhicules électriques.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU BIEN MIS A DISPOSITION

La Commune de La Maxe consent à mettre temporairement à disposition de l'Eurométropole de Metz une emprise foncière d'environ 40 m² telle que matérialisée sur le plan en annexe 1, située sur la parcelle cadastrée section 2 n° 311 à La Maxe (47a 48ca).

ARTICLE 3 – DESTINATION DU BIEN

La commune de La Maxe met à disposition de l'Eurométropole de Metz l'emprise foncière désignée à l'article 2 en vue de l'aménagement de deux places de stationnement et ce, à des fins d'harmonisation avec la gestion du domaine public routier métropolitain, sous réserve de la police du Maire en la matière. La sous-occupation est autorisée sous la responsabilité de l'Eurométropole de Metz.

ARTICLE 4 - DOMANIALITE PUBLIQUE

Le bien désigné à l'article 2 relève du domaine public de la Commune de La Maxe.

En vertu des articles L.2122-2 et L.2122-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire et l'autorisation délivrée par la personne publique ne peut présenter qu'un caractère précaire et révocable.

Par conséquent, le Preneur ne pourra en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale. Il ne pourra donc pas bénéficier d'un droit au renouvellement de la présente convention, à son expiration, ni à aucune indemnité en fin de contrat, même survenu avant son terme normal et ne pas invoquer un droit au maintien dans les lieux.

ARTICLE 5 – DUREE

La présente occupation est consentie et acceptée à titre temporaire.

Elle est conclue pour une durée de QUINZE (15) ans à compter de sa date de signature.

ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX

Les Parties ont convenu de ne pas établir d'état des lieux d'entrée, le bien mis à disposition correspondant à une emprise foncière démunie de tout équipement.

Au terme de l'occupation, le Preneur remettra le bien en l'état initial, sans équipement, permettant ainsi à la commune un usage du domaine public conforme à sa destination.

ARTICLE 7 – CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION

La Commune déclare que la présente convention n'est constitutive d'aucun droit réel.

La Commune assurera une jouissance paisible du bien mis à disposition de l'Eurométropole de Metz. De même, le Preneur occupera le terrain de façon paisible et ne causera aucun trouble au voisinage.

La Commune s'engage à laisser le Preneur ou toute autre entreprise missionnée par lui, à intervenir sur le bien mis à disposition dans le cadre de la réalisation des travaux nécessaires à l'aménagement de deux places de stationnement réservées à l'accueil de véhicules électriques.

La Commune s'engage à ne pas intervenir sur le bien mis à disposition à l'exclusion de tout motif d'intérêt général.

Le Preneur devra réaliser ou faire réaliser les travaux en respectant les règles de Prévention, d'Hygiène et de Sécurité, de manière à ce que la Commune ne puisse en aucun cas être inquiétée ou recherchée pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Il est convenu entre les Parties que cette mise à disposition emporte transfert de responsabilité du bien mis à disposition tant sur le plan juridique que sur le plan matériel, notamment en ce qui concerne tout litige pouvant survenir pendant la durée de détention dudit bien de manière que la Commune ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet.

Ainsi, les travaux conduits par le Preneur ou son représentant le seront sous son entière responsabilité, notamment quant aux dommages qu'ils pourraient causer aux tiers lors de l'exécution des travaux, et devront avoir fait l'objet des autorisations nécessaires.

Le Preneur fera son affaire personnelle de la souscription d'une police d'assurance en Responsabilité Civile.

ARTICLE 9 – REDEVANCE

L'occupation du bien mis à disposition est consentie à titre gratuit s'agissant d'une emprise ayant vocation à être affectée au domaine public routier.

ARTICLE 10 – RESILIATION / CLAUSE RESOLUTOIRE

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des Parties, sans aucune indemnité, moyennant un préavis de six mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation s'applique sans préjudice de tous dépens ou dommages et intérêts. Les frais de procédure ou de mesures conservatoires, ainsi que de notification, seront à la charge du Preneur.

ARTICLE 11 – ATTRIBUTION JURIDICTION

Tout litige né de la présente convention sera soumis à la juridiction compétente du lieu de la situation des biens.

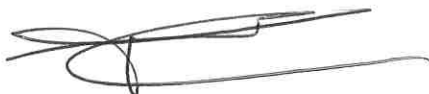
ANNEXE :

Annexe 1 : emprise foncière mise à disposition du Preneur.

Fait en deux exemplaires à METZ, le

04 AVR. 2024

Pour METZ METROPOLE
Pour le Président et par délégation
Le Conseiller Délégué



Pierre FACHOT
Maire de Jussy

Pour la Commune
de La Maxe
Le Maire



Bertrand DUVAL



**EMPRISE MISE A DISPOSITION PAR LA COMMUNE DE LA MAXE
AU BENEFICE DE L'EUROMETROPOLE DE METZ**

